

L'école émancipée

**Contribution aux débats
du conseil national de la FSU-SNUipp
13 et 14 novembre 2024**

Engager des ruptures pour un autre monde

La campagne des élections américaines et la victoire de Donald Trump sont une démonstration concrète d'un futur de plus en plus inquiétant. Elles incarnent une vision du monde effrayante qui prend de l'ampleur. Au niveau mondial, cette conception du monde et des rapports internationaux se base sur le rapport de force, le rejet de toute notion de communauté et de droit international, une volonté de domination, d'expansion. Elle ne peut que conduire à une extension des conflits armés. C'est cette conception du monde qui structure, au-delà des États-Unis, des dirigeant-es comme Netanyahu ou Poutine. L'élection de Trump à la tête de la première puissance mondiale va les conforter : les peuples palestiniens, libanais et ukrainiens vont en être victimes et probablement, si cela est possible, d'une façon encore plus dramatique qu'actuellement. **Ce qui se confirme d'une façon nette, c'est une domination puissante du champ politique par un capitalisme prêt à assumer des régimes autoritaires, voire l'hypothèse fasciste pour le maintien de la domination d'une petite minorité.** Ce futur est mortifère pour la démocratie, pour la planète, celles et ceux qui l'habitent, pour les libertés et les droits humains. L'autre leçon de ces élections est l'invalidation des hypothèses selon lesquelles il serait possible de s'y opposer par des politiques centristes. Celles-ci ne sont pas porteuses d'espoir et tournent le dos aux classes populaires, ce qui les poussent vers des idéologies ou des projets politiques à l'opposé de leurs intérêts.

Il n'y a néanmoins pas de fatalité et il est encore temps d'éviter que la situation devienne irrémédiable pour la planète et pour les peuples : **le renforcement de l'union des forces de gauche autour de programmes de rupture fondés sur la question centrale d'un autre partage des richesses, de la transition écologique et d'un autre projet de société se pose partout. En France aussi.**

Un exécutif en guerre contre la population...

Dans le privé, les plans sociaux se multiplient laissant des milliers de travailleur-euses sur le carreau. Dans le même temps, les actionnaires se remplissent les poches. Ainsi, Michelin a versé 1,4 milliards d'euros à ses actionnaires pour la seule année 2024 – alors que le montant des dividendes était de 200 millions en 2004. Auchan n'est pas en reste en versant un milliard d'euros de dividendes en 2022-2023 tout en supprimant près de 2 400 emplois, sans contre-partie non plus des 500 millions d'euros versés par l'État au titre du CICE.

En parallèle, le débat budgétaire occupe l'espace politique. Prétextant la nécessité de réduire le déficit public de 60 milliards d'euros généré par les choix politiques de Macron et son ancien gouvernement, Barnier et ses allié-es d'extrême-droite espèrent imposer un budget austéritaire à une très grande majorité de français-es. Pourtant, même cet objectif, en soi contestable, ne sera pas atteint : les politiques austéritaires des années précédentes ont creusé le déficit de 40% entre 2017 et 2024 (2 281 milliards d'euros en 2017 à 3 224 fin 2024 selon l'INSEE).

Dans la continuité des précédents, ce budget a été élaboré à partir du dogme de la réduction des dépenses au détriment d'une réflexion sur les recettes qui permettraient de les soutenir. En effet, il repose pour les deux tiers sur une réduction des « dépenses » : fin du bouclier tarifaire pour l'électricité, baisse des aides à l'emploi, diminution du "fond vert" pour la transition écologique, suppression de postes de fonctionnaires particulièrement dans l'Éducation, passage de 1 à 3 jours

de carence dans la Fonction publique avec un taux de rémunération des congés maladie à 90% au lieu de 100%... Par ailleurs, le gouvernement voulait revenir en arrière sur sa faible ambition de mise à contribution temporaire des hauts revenus. L'ensemble de ces mesures sont les marqueurs forts d'un budget de guerre contre l'environnement, contre les services publics, leurs usager-es, celles et ceux qui les font vivre et contre l'École.

... et contre l'École

Le ministère de l'Éducation nationale persiste et signe dans sa communication mensongère sur les résultats produits par ses politiques éducatives : il détourne, voire tord littéralement les résultats aux évaluations nationales, comme il a pu le faire avec les dédoublements de classe, pour justifier le maintien de son cap pour l'école. La poursuite du "choc des savoirs", véritable machine à ségréguer les élèves des classes populaires, s'accompagne d'un budget qui abandonne totalement l'ambition de les faire réussir toutes et tous et de sortir de la reproduction sociale. Malgré la forte contestation l'an dernier de cette politique éducative par les enseignant-es, les parents, et même une partie de la hiérarchie, le ministère continue sur sa lancée et publie les nouveaux programmes.

Le choc des moyens n'ayant pas eu lieu, les élèves et les personnels font par ailleurs toujours les frais d'une inclusion à marche forcée et d'une dégradation de leurs conditions d'apprentissage et de travail. Alors qu'il n'y a plus rien à prélever, que l'école est à l'os, la hauteur des suppressions massives de postes pour le 1er degré envisagées pour la rentrée 2025 est d'un niveau jamais égalé depuis l'ère Sarkozy. C'est à une véritable saignée que nous allons assister. Cette sape budgétaire couplée à un contrôle des pratiques permanent va continuer de mettre à mal une profession à bout de souffle et renforce un peu plus chaque année la perte d'attractivité de nos métiers.

Ces choix néfastes pour l'école, ses élèves et ses personnels démontrent la vision que l'exécutif a de l'École publique. Il la conçoit comme un outil indispensable de reproduction des inégalités sociales, de genre et de race qui permet le maintien des rapports de domination à l'intérieur de la société. Le démantèlement pièce par pièce du service public d'éducation se fait au détriment des usager-es qui en ont le plus besoin, celles et ceux des classes populaires. **Ce gouvernement est un gouvernement qui met en pratique à tous niveaux son idéologie de domination : à l'école, dans la répartition des richesses en faisant fi de la démocratie.**

En l'absence de majorité pour gouverner, il cherche à donner des gages à l'extrême-droite pour faire passer son

Solidarité avec les femmes du monde entier

Partout dans le monde, les droits des femmes subissent des attaques. Au lendemain de la campagne présidentielle aux États-Unis particulièrement viriliste, le retour de Trump à la Maison Blanche laisse présager le pire, notamment de nouvelles régressions pour le droit à l'avortement.

En Iran, l'inquiétude demeure suite à l'arrestation d'Arouh Darayei, étudiante qui a défié les Mollahs en se dévêtant en public. Mais aussi en Afghanistan avec la vague d'arrestations récentes de femmes engagées clandestinement pour l'ouverture d'écoles ou encore en Palestine où 70% des victimes sont des femmes et des enfants.

En Europe, la progression de l'Extrême droite est un signal dangereux pour les droits des femmes et la France n'est pas épargnée. Le procès des violeurs de Gisèle Pélicot a mis en lumière la persistance de la culture du viol.

Mais la violence patriarcale est aussi salariale et sociale : quand on s'attaque à la retraite, l'assurance chômage, les minima sociaux ou quand sont envisagés trois jours de carence et le durcissement du régime d'indemnisation en cas d'arrêt maladie, ce sont des mesures qui pénalisent d'abord les femmes.

En cette veille de journée internationale d'élimination des violences faites aux femmes, nous devons dénoncer et lutter contre l'omniprésence de ces violences partout et exprimer notre solidarité avec toutes celles qui résistent, luttent au péril de leur vie parfois pour préserver ou gagner des droits et libertés.

Nommer et combattre les discriminations et les violences partout y compris dans nos organisations

Développer les cadres unitaires de luttes

Construire la grève féministe !
#Antisexisme #Antipatriarcat

ÉCOLE ÉMANCIPÉE
et des syndicalistes lions fondatrice

DU 7 AU 28 NOVEMBRE 2024

VOTEZ POUR UN SYNDICALISME QUI FAIT FRONT !

L'École Émancipée,

c'est aussi une revue et un site internet : www.ecoleemancipee.org

projet de budget mais n'arrive même pas à convaincre son propre camp puisqu'une partie de celui-ci se désolidarise de certaines options prises. Les débats sur le budget qui se déroulent en ce moment montrent que le parlement n'aura pas voix au chapitre et que le recours au 49.3 sera nécessaire pour le faire passer. En faisant le choix de la dissolution et en choisissant de nommer un gouvernement minoritaire dont l'orientation politique a été rejetée lors du scrutin, l'exécutif organise une instabilité qui renforce son propre pouvoir au détriment du Parlement. Cette nouvelle expression de la fatalité autoritaire du système libéral porte atteinte une fois encore au système représentatif et, par conséquent, les germes d'une remise en cause systémique importante. Malheureusement l'hypothèse la plus probable de la séquence actuelle est le renforcement de l'extrême-droite si la riposte ne s'organise pas... **Le mouvement syndical, comme tout le mouvement social et plus largement l'ensemble du camp progressiste n'a pas d'autre choix que d'agir.**

Construire le rapport de force pour imposer d'autres choix

Ce constat cinglant implique la nécessité de construire un rapport de force qui permette d'imposer un autre budget, une autre répartition des richesses, un autre monde. Cette mise à contribution massive des plus riches comme des entreprises n'est pas "hors-sol" et déconnectée de la population : selon une enquête pour Public Sénat, 79% des français-es trouvent ce budget injuste socialement et un tiers pense en plus qu'il sera inefficace économiquement. Même les citoyen·nes de sensibilité de centre-droit et de droite n'en sont pas convaincu·es.

Les appels à la grève se multiplient : France Travail, SNCF, Territoriale, Petite Enfance, Santé... Les secteurs privé et public se mobilisent et ce n'est pas surprenant tant les attaques sont frontales. Comme pour les retraites, la potentialité de l'explosion sociale existe. Notre responsabilité syndicale est de la construire dans notre secteur dès à présent : informer, déconstruire les mensonges, dénoncer ces choix politiques constituent une première étape indispensable. **D'ores et déjà les suites de l'alerte sociale déposée en octobre doivent être envisagées.** La morgue manifestée par ce gouvernement, en particulier son mépris à l'égard des fonctionnaires et des agent·es du service public, ne peut rester sans réponse.

La grève en Seine-Saint-Denis l'an passé a montré qu'un travail mobilisateur au plus près du terrain était porteur quand il était pensé dans un plan d'action avec la grève conçue comme l'aboutissement de ce travail : **la mobilisation est renforcée quand la conviction de sa justesse est co-construite avec nos collègues.** Cela suppose un engagement de tout le syndicat dans une démarche commune menée à l'échelle nationale.

L'annonce des trois jours de carence dans un contexte de disette salariale et de suppression de postes, agit comme un détonateur et nous donne la possibilité d'emmener largement les collègues avec nous dans la construction d'un contre budget à partir de besoins que les premiers et premières concerné·es sont les plus à même d'évaluer : **un autre budget est aussi indispensable que possible.** Le plan d'actions doit être à la hauteur des attaques et du mépris : il passe par la construction de la grève, sa réussite et sa reconduction le moment venu, dans un cadre unitaire le plus large possible avec la participation des usager·es.

Unité syndicale et alternatives politiques

Avec la présidentielle de 2027 dans la ligne de mire de l'extrême-droite, voire même plus tôt si une nouvelle dissolution devait avoir lieu, **la nécessité d'infliger rapidement une défaite au pouvoir pour redonner espoir dans la capacité collective de peser sur la situation est plus qu'urgente.** L'importance politique fondamentale de ce budget pour les macronistes et leurs allié·es ne laisse aucun doute sur le niveau de conflictualité qu'il faudra atteindre pour obtenir des avancées favorables à nos collègues, et plus largement à la population. Si ce budget passe, d'autres offensives suivront.

Ce contexte oblige le syndicalisme à se repenser et à trouver le chemin pour se redonner de la force. Un chemin long et compliqué qui ne souffre pas de raccourci : les questions des modalités de rapprochement, de création d'espaces communs d'élaboration et d'action... et autres initiatives à inventer permettant de se rapprocher de la CGT et Solidaires à tous les échelons territoriaux se posent avec une acuité de plus en plus forte.

Impulser et construire des luttes pour organiser notre camp social et lui redonner de l'espoir sont indispensables mais insuffisants. Au-delà de l'organisation de la conflictualité, c'est bien la construction de futurs désirables qui surdétermine la terrible séquence politique que nous traversons. Et pour y répondre, il faut bien réinterroger les schémas de pensée pré-existants à l'aune des dangers qui nous guettent. Une union qui forcément ne peut se discuter en esquivant la question des urnes et d'un front social et politique dans lequel, de par son histoire comme sa raison d'être, le syndicalisme de lutte et de transformation sociale doit prendre toute sa place.

La bataille sur le budget doit être l'occasion de retrouver l'élan populaire des retraites et des législatives. Ne passons pas à côté, les occasions ne sont pas si fréquentes et le temps presse.

DROM : territoires et citoyen-nes en sous-France !

Il ne fait pas bon vivre dans les territoires ultramarins français en ce moment. Après la répression violente des Kanaks en Nouvelle-Calédonie refusant une réforme remettant en cause les accords existant sur l'équilibre électoral kanaks-caldoches sur le caillou, la Guadeloupe et la Martinique subissent une crise sociale majeure. Ces DROM connaissent un mouvement dénonçant la vie chère empêchant les ilien-nes de vivre décemment.

Pour répondre à ce combat juste, conséquence de la captation des richesses par les descendant-es des esclavagistes, les préfetures ont répondu par des couvre-feux, des interdictions de déplacement nocturne. Elles conçoivent ces mesures comme une réponse aux blocages, grèves appelées par les organisations syndicales.

Ces rassemblements de milliers de Martiniquais-es et Guadeloupéen-nes demandent, entre autres, une baisse des prix alimentaires, supérieurs de 40% à ceux de la métropole. Une diminution de 20% de milliers de produits alimentaires pour compenser l'écart de prix entre les îles antillaises et l'Hexagone a été actée à partir du 1er janvier 2025.

En Martinique, le Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro caribéens (RPPRAC) a refusé la ratification de l'accord, le jugeant insuffisant, et appelle à maintenir la pression sur les autorités.

A Mayotte, après une crise de l'eau, le développement de cas de choléra et les émeutes de l'an passé, l'État français reste toujours sourd aux revendications légitimes des citoyen-nes. En Guyane, des expulsions violentes, un climat d'insécurité permanent, auxquels s'ajoute une sécheresse sans précédent, laissent les populations dans le désarroi et la précarité.

Partout, le centralisme français reste sourd aux revendications des populations locales et y répond par la répression, les arrestations arbitraires de militant-es. Pourtant, les forces militantes proposent des solutions.

Ainsi, la campagne École en sous-France, menée par les sections FSU-SNUipp des DROM l'an passé, a mis en lumière le réel et montré la nécessité d'investir massivement dans l'École pour que l'égalité soit respectée partout par l'État.

Il y a urgence à trouver des solutions, les crises sociales locales y obligent.

Pour prolonger...

L'École Émancipée, ce sont aussi des outils pour s'informer, débattre et construire ensemble un syndicalisme offensif portant un projet émancipateur pour l'École, ses personnels et la société.



Un site internet



Une revue syndicale et pédagogique



Une possibilité d'adhérer en ligne

Du 7 au 28 novembre...

Nous votons et faisons voter pour la liste de l'École Émancipée et des syndiqué-es hors tendance !

**Au renouvellement, à la féminisation, aux co-sécrétariats et aux décisions collectives tu crois ?
Des points de vue divers comme richesse convaincu-e tu es ?**

**ÉCOLE ÉMANCIPÉE ET
HORS-TENDANCE TU VOTERAS !**

ÉCOLE ÉMANCIPÉE
et des syndiqué-es hors tendance

DU 7 AU 28 NOVEMBRE 2024

VOTEZ POUR UN SYNDICALISME QUI FAIT FRONT !